



Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

<https://pace.coe.int>

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Doc. 16026
22 août 2024

Élection de juges à la Cour européenne des droits de l'homme

Liste et curriculum vitae des candidates présentées par le Gouvernement de Chypre

Communication

Secrétaire Général·e de l'Assemblée parlementaire



Sommaire

Page

1. Liste et curriculum vitae des candidates présentées par le Gouvernement de Chypre et informations sur la procédure nationale de sélection	3
Annexe 1 - Curriculum vitae d'Elena EFREM	4
Annexe 2 - Curriculum vitae de Natasa MAVRONICOLA	7
Annexe 3 - Curriculum vitae de Marika PAPATHOMA KALLIGEROU	12

1. Liste et curriculum vitae des candidates présentées par le Gouvernement de Chypre et informations sur la procédure nationale de sélection¹

Lettre de M^{me} Helene Josephides, Chargée d'affaires a.i., Représentante permanente de Chypre auprès du Conseil de l'Europe, à Despina Chatzivassiliou-Tsovilis, Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en date du 30 juillet 2024

[...]

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-dessous, au nom du Gouvernement de la République de Chypre, les noms des trois candidates à l'élection de juge chypriote à la Cour européenne des droits de l'homme, afin que vous puissiez prendre les mesures ultérieures qui conviennent:

- M^{me} Elena Efrem
- M^{me} Natasa Mavronicola
- M^{me} Marika Papathoma Kalligerou

Veuillez noter que ces noms sont classés par ordre alphabétique. Vous trouverez ci-joint les curriculum vitae des trois candidates.

Je tiens à vous informer, au sujet de la procédure nationale suivie pour la sélection des trois candidates, que celles-ci ont été désignées sur la base d'une procédure prédéterminée établie par une décision du Conseil des ministres de la République de Chypre en 2015. Cette décision a été modifiée en 2023 pour refléter le changement structurel du pouvoir judiciaire.

La procédure de nomination a été lancée via les voies officielles de l'État, c'est-à-dire par la publication d'une annonce dans le Journal officiel de la République de Chypre. Cette annonce a également paru dans la presse quotidienne et sur les sites internet des ministères, des tribunaux, du Service juridique, du Bureau de la commissaire aux lois et des autres instances concernées. Le délai accordé étant supérieur à deux mois, les candidats intéressés ont eu le temps nécessaire pour soumettre leur candidature.

Conformément à la procédure établie par la décision du Conseil des ministres, un organe de sélection national a été mis en place. Il était composé de membres aux connaissances techniques incontestables, qui inspirent le respect et la confiance et qui ne sont soumis à aucune influence. Tous les candidats ont été invités à un entretien devant l'organe précité. Leurs compétences linguistiques ont été évaluées à la fois au regard des certificats fournis et au cours de l'entretien.

L'organe de sélection national a soumis une liste de quatre candidats au Président de la République de Chypre, par ordre de préférence. La décision finale a été prise par le Président de la République qui, tenant compte des recommandations de l'organe de sélection, a décidé de sélectionner les trois premières candidates présentées par l'organe de sélection national.

[...]

1. Les curriculum vitae sont présentés et publiés tels que soumis par le Gouvernement de Chypre.

Annexe 1 - Curriculum vitae d'Elena EFREM

I. État civil

Nom: EFREM, Elena

Sexe: féminin

Date et lieu de naissance: le 20 février 1969 à Nicosie, Chypre

Nationalité: chypriote

II. Études et diplômes, et autres qualifications

- 1986 Collège/Lycée Acropolis (Nicosie) – Certificat de fin d'études (deuxième place)
- 1989 Licence en droit avec mention – Université d'East Anglia, Norwich (Royaume-Uni)
- 1990 Obtention du titre d'avocate plaidante, Gray's Inn (Royaume-Uni)
- 1991 Master de droit – King's College, Université de Londres (Royaume-Uni)
- 1992 Admise au barreau de Chypre – Examen du barreau de Chypre (première place)
- 2012 Formation diplômante – La coopération judiciaire en matière pénale en Europe (5^e édition) – Réseau européen de formation judiciaire (REFJ) (Madrid, Espagne)
- 2014 Formation diplômante – Le juge dans l'espace judiciaire européen en matière civile et commerciale – Réseau européen de formation judiciaire (REFJ) (Barcelone, Espagne)
- 2015 Certifiée en tant que formatrice HELP – Formation des formateurs HELP, programme européen de formation aux droits de l'homme pour les professionnels du droit (HELP) (Conseil de l'Europe) (Strasbourg, France)

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

- 01/07/2023 Cour suprême – Juge
- 2022 Tribunal de district de Limassol – Présidente administrative (tribunal de district)
- 2021 Tribunaux de district de Larnaca et de Famagouste – Présidente administrative (tribunal de district)
- 2020 Tribunal de district de Nicosie – Présidente (tribunal de district)
- 2018 Tribunal de district de Limassol – Présidente (tribunal de district)
- 2016 Cour d'assises de Nicosie – Présidente
- 2015 Tribunal de district de Nicosie – Présidente (tribunal de district)
- 2013 Cour d'assises de Nicosie – Juge supérieure de district
- 2010 Tribunal de district de Limassol – Juge supérieure de district
- 2009 Tribunal de district de Larnaca – Juge de district
- 2006 Cour d'assises de Nicosie – Juge de district
- 2000 Tribunal de district de Nicosie – Juge de district
- 1997 Tribunal de district de Larnaca – Juge de district

b. Description des activités juridiques non judiciaires

- 1994 Cabinet d'avocats Chrysafinis et Polyviou – Avocate
- 1992 Cabinet d'avocats Panayiotou et Pelekanos – Avocate

- 1991 Cabinet d'avocats Panayiotou et Pelekanos – Avocate stagiaire

IV. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

- Service judiciaire, Cour suprême – République de Chypre (1997 jusqu'à présent)

b. Mandats électifs

- Conseil supérieur de la Junior and Senior School – Membre (2009-2011)

Au cours de cette période, j'ai été présidente du Comité de la Senior School et du Comité de la Caisse de prévoyance des enseignants. Cette expérience inestimable m'a permis de vivre de l'intérieur la création et le développement d'une école répondant aux normes académiques les plus élevées. Elle m'a également permis d'améliorer mes compétences en matière de direction, d'organisation et de communication.

V. Autres activités

- Conseil consultatif des juges européens: 2023 – en cours; Représentante de Chypre, nommée par la Cour suprême de Chypre
- École de formation judiciaire de Chypre: 2018 – en cours; Formatrice, animatrice et organisatrice de séminaires de formation sur l'art de juger, les nouvelles règles de procédure civile et les enfants en tant que témoins vulnérables
- Projet basé à Chypre «Renforcer les politiques nationales pour mettre fin aux violences sexuelles à l'égard des enfants»; Formation pour les procureurs, les juges et les avocats de la défense sur le thème «Comprendre et prendre en charge les enfants victimes de violences sexuelles», organisée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe: 2015 – en cours; Représentante du pouvoir judiciaire chypriote, nommée par la Cour suprême de Chypre (chargée de contribuer à l'organisation d'une série de séminaires de formation à l'intention de divers professionnels dans ce domaine)
- Académie de police de Chypre: 2018 – 2022; Formatrice invitée sur les déclarations filmées et leur présentation devant les tribunaux
- Réseau contre la violence sexuelle à l'égard des enfants, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe: Mai 2014; Oratrice invitée lors d'une table ronde de la réunion du Réseau
- Ateliers; Participation à un certain nombre d'ateliers judiciaires sur les enfants en tant que témoins vulnérables, organisés par la Maison des enfants
- Prises de parole en public; Discours et présentations sur le thème des enfants dans le système judiciaire, dans des universités et d'autres établissements d'enseignement
- Autres participations; Participation à divers séminaires à Chypre et à l'étranger organisés par le Réseau européen de formation judiciaire

VI. Langues

- Grec – locutrice native
- Anglais – utilisatrice expérimentée (C2 du CECR)
- Français – utilisatrice indépendante (B1 du CECR)

Langue	Lu			Écrit			Parlé		
	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien
a. Langue première: Grec	X			X			X		
b. Langues officielles:									
Anglais	X			X			X		

Français		X			X			X	
----------	--	---	--	--	---	--	--	---	--

VII. Autres informations pertinentes

Tout au long de mes vingt-quatre années d'exercice en tant que juge, la défense des droits humains fondamentaux a été pour moi primordiale. J'ai présidé diverses affaires dans lesquelles des questions relatives aux droits humains ont été soulevées, influençant souvent l'issue des affaires concernées. L'examen de ces questions implique une analyse exhaustive tant des instruments internationaux et européens relatifs aux droits humains que de la jurisprudence en la matière. Certaines affaires nécessitent même l'établissement de nouveaux principes juridiques dans la jurisprudence nationale. En ma qualité de juge à la Cour suprême, j'accorde une grande importance aux droits humains, en particulier dans le cadre des demandes d'ordonnances dites de «prérogatives». Étant donné la nature dynamique des droits humains, les tribunaux doivent continuellement s'adapter à l'évolution des valeurs de la société, en veillant à ce que la jurisprudence progresse pour sauvegarder les droits humains dans tous les aspects de la vie. Cet engagement reflète mon dévouement constant à une jurisprudence des droits humains en perpétuelle transformation.

VIII. Résidence à Strasbourg

Je confirme que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour.

Annexe 2 - Curriculum vitae de Natasa MAVRONICOLA

I. État civil

Nom: MAVRONICOLA, Natasa

Sexe: féminin

Date et lieu de naissance: le 21 septembre 1985 à Nicosie, Chypre

Nationalité: chypriote

II. Études et diplômes, et autres qualifications

- 2014: Doctorat en droit, Université de Cambridge. *Titre de la thèse*: “Delimiting the Absolute: The Nature and Scope of Article 3 of the European Convention on Human Rights” («Délimiter l'absolu: la nature et la portée de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme»). *Direction*: Professeur David Feldman KC FBA. *Jury*: Pr. Liora Lazarus (Université d'Oxford) et Pr. Mark Elliott (Université de Cambridge).
- 2010: Reçue au barreau de Chypre: mention très honorable (Άριστα), première place aux examens nationaux. *Cours suivis*: Article 146 (droit administratif); contentieux civil; délits civils; droit des sociétés; droit constitutionnel; droit des contrats; tribunaux/avocats/éthique; droit pénal; contentieux pénal; preuves.
- 2009: Cours de pratique juridique Linklaters, College of Law (examen de qualification des avocats), avec mention.
- 2008: BCL (maîtrise en droit), Université d'Oxford, avec mention, lauréat du prix Bruce Reynolds pour la meilleure note du Worcester College au BCL et du prix Worcester College pour la mention au BCL.
- 2007: LLB (Hons), University College de Londres, mention très honorable, liste d'excellence et lauréate de la médaille et du prix Andrews de la faculté de droit pour la meilleure note au diplôme LLB et du prix Agha Abdur-Rashid pour une note globale élevée dans les études de premier cycle.
- 2004: Diplômée de l'école anglaise de Nicosie. *Niveau avancé (A Levels)*: Grec classique, littérature anglaise, français, histoire, mathématiques, grec moderne (tous A). *Niveau auxiliaire avancé (AS Level)*: Économie, A.

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

Sans objet

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Activités en tant que professeure de droit

Postes d'enseignement et de recherche (permanents et à temps plein) :

- **Depuis août 2022: Professeur titulaire du droit des droits de l'homme, Faculté de droit de Birmingham, Université de Birmingham.** Chargée de cours tels que les Approches décoloniales des concepts juridiques, le droit européen des droits de l'homme, les droits de l'homme et la justice pénale, et le droit international des droits de l'homme. Direction de cinq doctorats jusqu'à leur terme.
- Août 2019 – juillet 2022: Chargée de cours (Reader), Faculté de droit de Birmingham, université de Birmingham.
- Septembre 2016 – août 2019: Maître de conférences (Senior Lecturer), Faculté de droit de Birmingham, Université de Birmingham.
- Juillet 2013 – septembre 2016: Maître de conférences (Lecturer), Faculté de droit de l'Université Queen's de Belfast.

Postes d'enseignement et de recherche (à temps partiel ou en tant qu'invitée) :

- **Depuis octobre 2016:** Conférencière invitée, Université d'Oxford.
- Juillet 2023: Conférencière, cours d'été Koufa sur le *droit international et les droits de l'homme*, Fondation Kalliopi Koufa, Thessalonique.
- Octobre – novembre 2021 et 2022: Faculté des études de la diaspora, Université de Chypre.
- Juin 2013 – juin 2015: Professeure invitée en *droit administratif anglais*, Université d'Osnabrück.
- Août 2012 – octobre 2012: Doctorante visiteur à Harvard Law School.
- Octobre 2011 – janvier 2013: Assistante d'enseignement diplômée en *libertés civiles et droits de l'homme* (LLM), Université de Cambridge.
- Octobre 2010 – décembre 2012: College Tutor en *droit constitutionnel et droit administratif*, Université de Cambridge.
- Septembre 2008 – août 2012: Chargée d'enseignement en *droit public* et en *droits de l'homme*, Faculté de droit de l'UCL.

Activités de la communauté de recherche :

- Comité de rédaction, Europe des droits et libertés (2023 – à ce jour); Human Rights Law Review (2021 – à ce jour); Cyprus Human Rights Law Review (2014 – 2015).
- Examinatrice externe pour les cours sur *les droits de l'homme* (premier et deuxième cycles), Université de Galway (depuis 2021).
- Membre du réseau britannique pour l'interdiction de la torture, de la Society of Legal Scholars et de la Socio-Legal Studies Association.
- Associée, Oxford Human Rights Hub.

Activités en tant que juriste

- 2010 – 2012: Avocate stagiaire chez Chrysafinis & Polyviou LLC (droit pénal et droit public): pratique du droit pénal et du droit public; avocate stagiaire pour la défense dans une affaire d'homicide involontaire.

c. Description des activités professionnelles non juridiques

Sans objet

d. Autres activités professionnelles

Échange de connaissances – Sélection d'activités

- Conférencière invitée, «Strip Searches through the Lens of the Prohibition of Inhuman and Degrading Treatment», conférence de la Société européenne de criminologie, 7 septembre 2023.
- Organisatrice et conférencière, «Minimalisme ou Maximalisme? Défis et orientations futures dans l'interprétation de la Convention européenne des droits de l'homme», Webinaire Zoom, 8 juin 2022.
- Lancement du livre et discussion, «(Re)Interpreting Article 3 ECHR: Whither the Absolute Right against Ill-Treatment?», Université de Strasbourg, 10 mars 2022.
- Présentation, «The Future is a Foreign Country: Climate Change and (Real Risk of) Ill-Treatment under Article 3 ECHR», conférence de la Society of Legal Scholars, Human Rights Section, 31 août 2021.
- Conférencière invitée, «Positive Obligations in Crisis», webinaire sur les *droits de l'homme à l'ère du coronavirus*, 7 avril 2020.
- Conférencière invitée, Atelier de la British Academy «The Unpopular (and) Article 3 ECHR, *What has the ECHR Ever Done for the UK*», 27 novembre 2018.
- Conférencière invitée, Académie de Genève «Policing of Assemblies: Use of Force and Accountability: conference with UN stakeholders», 1 au 2 mai 2017.

- Contributrice invitée sur l'interdiction de la torture à Chypre, *Réunion d'experts européens sur le droit et la pratique de l'interdiction de la torture*, Centre européen pour les droits constitutionnels et humains, 25-27 novembre 2011.

IV. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

Sans objet

b. Mandats électifs

Sans objet

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Sans objet

V. Autres activités

a. Domaine

Travaux de consultation pour les Nations unies et le Conseil de l'Europe sur le droit de ne pas être soumis à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et son application dans divers contextes, en particulier:

- en tant que conseillère spéciale du rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Nils Melzer;
- dans le cadre des travaux relatifs à la préparation et au compte rendu d'une table ronde organisée par la Grèce et le Conseil de l'Europe sur le thème «Professional Policing: Roles and Responsibilities of National Actors in relation to the (III-)Treatment of Apprehended Persons in Greece», impliquant diverses parties prenantes clés, y compris des procureurs de haut rang, des officiers de police, des représentants du gouvernement, le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et des fonctionnaires du Conseil de l'Europe.

b. Durée

- Conseillère spéciale du rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de mars 2017 à juillet 2019, et de janvier 2021 à juin 2021.
- Consultante auprès du Conseil de l'Europe de novembre 2017 à janvier 2018 et à nouveau de janvier 2019 à avril 2019 en préparant une table ronde sur la police professionnelle et le (mauvais) traitement des personnes appréhendées en Grèce, en y participant et en rédigeant un compte-rendu.

c. Fonctions

- *Travaux thématiques du rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Nils Melzer*: En tant que conseillère spéciale du rapporteur, mes fonctions consistaient à engager des consultations bilatérales et multilatérales et à aider le rapporteur à rédiger les six rapports thématiques suivants (soumis à l'Assemblée générale des Nations unies et au Conseil des droits de l'homme des Nations unies):
 1. rapport thématique sur le recours à la force hors détention (Doc. des Nations unies A/72/178);
 2. rapport thématique sur la torture liée aux migrations (Doc. des Nations unies A/HRC/37/50);
 3. rapport thématique sur les réalisations et les défis de l'interdiction absolue de la torture 70 ans après la Déclaration universelle des droits de l'homme (Doc. des Nations unies A/73/207);
 4. rapport thématique sur les liens entre la torture et la corruption (Doc. des Nations unies A/HRC/40/59);
 5. rapport thématique sur la violence domestique (Doc. des Nations unies A/74/148);

6. rapport thématique sur l'obligation de rendre compte des actes de torture et autres mauvais traitements (Doc. des Nations unies A/76/168).
- *Consultation sur les mauvais traitements infligés par les policiers pour le Conseil de l'Europe (2017 – 2019)*: dans le cadre d'un contrat avec le Conseil de l'Europe, préparation d'une note de réflexion et d'un rapport de suivi sur le (mauvais) traitement des personnes appréhendées en Grèce et sur les moyens d'éradiquer les schémas de torture et de mauvais traitements et participation à une table ronde des parties prenantes sur ces questions à Athènes en janvier 2019.

VI. Travaux et publications

Livres

- Natasa Mavronicola, *Torture, Inhumanity and Degradation under Article 3 of the ECHR: Absolute Rights and Absolute Wrongs* (Hart Publishing 2021).
- (avec Laurens Lavrysen) *Coercive Human Rights: Positive Duties to Mobilise the Criminal Law under the ECHR* (Hart Publishing 2020).

Articles/chapitres de livres

- “Human Rights and the Righting of ‘Historical’ Wrongs” (2023) 74(1) *Northern Ireland Legal Quarterly* 192–208.
- (avec Elaine Webster) “Strip Searches Through the Lens of the Prohibition of Inhuman and Degrading Treatment in European Human Rights Law” dans Tom Daems (ed), *Body Searches and Imprisonment* (Palgrave Macmillan 2023).
- The Future is a Foreign Country: State (In)Action on Climate Change and the Right against Torture and Ill-Treatment’ (2022) 6(2) *Europe des droits et libertés* 211-237.
- “*Bouyid v Belgium*: The ‘Minimum Level of Severity’ and Human Dignity’s Role in Article 3 ECHR” (2020) 1(1) *Interprétation du droit de la convention européenne des Droits de l’Homme* 105-124.
- “Taking Life and Liberty Seriously: Reconsidering Criminal Liability under Article 2 of the ECHR” (2017) 80(6) *Modern Law Review* 1026–1051.
- “Is the Prohibition against Torture and Cruel, Inhuman and Degrading Treatment Absolute in International Human Rights Law? A Reply to Steven Greer” (2017) 17(3) *Human Rights Law Review* 479-498.
- (avec Kanstantsin Dzehtsiarou) “Relationship between Constitutional/Supreme Courts and the ECtHR” in *Max Planck Encyclopedia of Comparative Constitutional Law* (OUP 2017).
- “Crime, Punishment and Article 3 ECHR: Puzzles and Prospects of Applying an Absolute Right in a Penal Context” (2015) 15(4) *Human Rights Law Review* 721-743.
- (with Francesco Messina) “Relatively Absolute? The Undermining of Article 3 ECHR in *Ahmad v UK*” (2013) 76(3) *Modern Law Review* 589-603.
- “*Güler and Öngel v Turkey*: Article 3 of the European Convention on Human Rights and Strasbourg’s Discourse on the Justified Use of Force” (2013) 76(2) *Modern Law Review* 370-382.
- “*Hirsi Jamaa v Italy*: Human Rights and Expulsion on the High Seas” (2012) 1(2) *Cyprus Human Rights Law Review* 198-212.
- “What is an ‘absolute right’? Deciphering Absoluteness in the Context of Article 3 of the European Convention on Human Rights” (2012) 12(4) *Human Rights Law Review* 723-758.

VII. Langues

Langue	Lu	Écrit	Parlé	Quel a été le mode d'acquisition?
Grec	Courant (bilingue)	Courant (bilingue)	Courant (bilingue)	Langue maternelle
Anglais	Courant (bilingue)	Courant (bilingue)	Courant (bilingue)	Niveau d'études et expérience professionnelle (enseignement et recherche)
Français	Avancé	Intermédiaire	Intermédiaire	Niveau d'études (A Level) et utilisation
Espagnol	Débutant	Débutant	Débutant	Niveau d'études

Allemand	Débutant	Débutant	Débutant	Niveau d'études
Italien	Débutant	Débutant	Débutant	Niveau d'études

VIII. Autres informations pertinentes

a. Prix de recherche

- Prix pour le droit «Constantinos Emilianides» 2022, décerné par la Cyprus Review pour la monographie *Torture, Inhumanity and Degradation under Article 3 ECHR: Absolute Rights and Absolute Wrongs* (Hart Publishing 2021).
- Prix Society of Legal Scholars Peter Birks Book Prize for Outstanding Legal Scholarship pour la monographie *Torture, Inhumanity and Degradation under Article 3 ECHR: Absolute Rights and Absolute Wrongs* (Hart Publishing 2021).
- Prix de l'Université de Birmingham 2019 pour un impact international exceptionnel, pour avoir apporté des éclaircissements sur la politique des Nations unies sur l'interdiction de la torture.

b. Portée de la recherche

- Mes travaux universitaires ont été cités dans des avis séparés émis par des juges de la Cour européenne des droits de l'homme dans les affaires *Svinarenko et Slyadnev c. Russie* [GC] (n° 32541/08 et 43441/08, 17 juillet 2014), *Savran c. Danemark* [GC] (n° 57467/15, 7 décembre 2021), *YP c. Russie* (n° 43399/13, 20 septembre 2022), et *Semenya c. Suisse* (n° 10934/21, 11 juillet 2023).

IX. Amélioration des compétences linguistiques

Si vous ne possédez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer les fonctions de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention de suivre des cours accélérés de la langue concernée avant et, le cas échéant, au début de votre prise de fonction si vous êtes élue juge à la Cour.

[X] Oui, je confirme.

X. Résidence à Strasbourg

Veuillez confirmer que vous vous installerez de manière permanente à Strasbourg si vous êtes élue juge à la Cour.

[X] Oui, je confirme.

Annexe 3 - Curriculum vitae de Marika PAPATHOMA KALLIGEROU

I. État civil

Nom: PAPATHOMA KALLIGEROU, Marika

Sexe: féminin

Date et lieu de naissance: le 15 novembre 1965 à Nicosie, Chypre

Nationalité: chypriote

II. Études et diplômes, et autres qualifications

- (1977-1983) A' Gymnase de Paphos, Baccalauréat
- (1983-1987) Faculté de droit, Université Nationale et Capodistrienne d'Athènes, Licence de droit
- (1989) Examens du Barreau
- (1989) Études juridiques anglo-chypriotes, Université Lester, (Certificat de fréquentation)
- (2015) Participation aux cours de maîtrise de droit (LLM), Université de Nicosie (Attestation de suivi)
- (2017) Programme d'échange pour juges – ACA Europe, Conseil d'État de Grèce

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

- **(2024) Juge à la Cour Constitutionnelle Suprême de Chypre.** La Cour Constitutionnelle Suprême de Chypre a la compétence prescrite par la Constitution de Chypre (articles 133 à 151) ainsi qu'une compétence d'appel pour les appels contre les jugements de la Cour administrative et de la Cour administrative de protection internationale pour les années 2016-2018.
- (2015-2023) Présidente de la Cour Administrative de Chypre. La Cour Administrative est compétente pour annuler les actes ou omissions administratifs des organes administratifs et/ou des autorités publiques. Au cours de la période de huit ans (2015-2023) en tant que présidente, j'ai rendu environ 740 jugements (publiés sur Cylaw.org)

b. Description des activités juridiques non judiciaires

- (8/1988-8/1989) Avocate stagiaire, Cabinet d'avocats Andis Triantafyllides & Sons
- (9/1989-12/1989) Avocate, Cabinet d'avocats L. Papafilippou & Co
- (5/1990-9/1990) Employée auprès du Commissaire à la législation de la République de Chypre (Traductions de lois chypriotes (CAPS) de l'anglais vers le grec)
- (9/1990-12/1994) Avocate, Cabinet d'avocats Chrysafinis & Polyviou
- (5/1995-12/1995) Avocate, Cabinet d'avocats Markides, Markides and Co
- (1/1996-31/2000) Avocate, Cabinet d'avocats Chrysis Demetriades, A. Mousiouttas & Co
- (2/2000-11/2015) Directrice Générale / Consultante Juridique, Marika Kalligerou LLC
- (1991-2015) Rédactrice du rapport Cyprus Law Reports (CLR), parties 3 et partie 4 (Cour Suprême de Chypre, compétence de révision). 64 volumes ont été publiés au cours de cette période pour les années 1991-2015.

Après avoir été inscrite comme avocate en 1989, j'exerce le droit depuis 26 ans. Au cours de ma carrière en tant qu'avocate, j'ai acquis une spécialisation en droit public dans les domaines du droit constitutionnel, des droits de l'homme et du droit administratif.

c. Description des activités professionnelles non juridiques

Aucunes

d. Autres activités professionnelles

Aucunes

IV. Activités publiques**a. Postes dans la fonction publique**

Fonction judiciaire

b. Mandats électifs

Aucuns

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Aucunes

V. Autres activités

Aucunes

VI. Travaux et publications

- L'unique éditeur des Cyprus Law Reports pour les années 1991-1992 et 1998-2015 (partie 3).
- L'unique éditeur de Cyprus Law Reports pour les années 1993-2015 (partie 4). (64 volumes)
- Cyprus Law Reports (index): Affaires de droit administratif (Juridiction plénière) 1998-2015 (en cours)

VII. Langues

Langue	Lu	Écrit	Parlé	Quel a été le mode d'acquisition?
Grec	Excellent	Excellent	Excellent	Langue maternelle
Anglais	Confiant	Courant	Courant	cours d'anglais pendant 7 ans, expérience professionnelle, participation à des séminaires et des conférences en anglais
Français	Très bonne	Bonne	Bien	cours de français depuis 3 ans

VIII. Autres informations pertinentes

J'ai eu l'honneur d'être invitée par la Cour européenne des droits de l'homme à des séminaires annuels organisés par la Cour, concernant l'ouverture de la nouvelle année judiciaire, entre 2018 et 2024, auxquels j'ai participé (4 fois).

IX. Amélioration des compétences linguistiques

Dans le cas où vous ne possédez pas le niveau de compétence linguistique requis pour l'exercice de la fonction de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention de suivre des cours intensifs de langue dans la langue concernée avant et, le cas échéant, également au début de, votre mandat si vous êtes élue juge à la Cour.

Oui, je confirme

X. Résidence à Strasbourg

Veuillez confirmer que vous établirez votre résidence permanente à Strasbourg si vous êtes élue juge à la Cour.

Oui, je confirme